

Intervention du Groupe CGT - Résolution Pass Sanitaire

Accepter le pass sanitaire, c'est perdre ses droits d'aller et venir librement, c'est accepter une société du fichage et du contrôle permanent, c'est entériner les inégalités, territoriales ou selon les classes d'âge puisque les jeunes et certaines populations n'ont accès à la vaccination que depuis trop peu de temps.

Pour ces raisons, la CGT n'envisage cette hypothèse, que limitée strictement au temps de l'état d'urgence sanitaire, réservée à des rassemblements festifs de plus de 1000 personnes et ne pouvant en aucun cas être imposée au quotidien dans le cadre de l'entreprise ou dans l'exercice des libertés fondamentales : liberté de manifestation, liberté de réunion...

Si nous nous sommes contraints de faire avec, c'est parce qu'il fallait permettre à la jeunesse, aux salarié.es et aux populations les moins favorisées d'avoir un temps de respiration après les efforts demandés.

C'est aussi parce que la culture et les loisirs ont été particulièrement maltraités dans le cadre des stratégies sanitaires alors qu'ils sont aussi essentiels que les nourritures terrestres. L'explosion des syndromes dépressifs et des pathologies mentales sont là pour nous le rappeler.

Nous souhaitons que ce pass, sur le territoire national disparaisse dès la fin de l'été et qu'une hypothétique nouvelle vague ne serve pas à maintenir un état d'urgence que n'avons quasiment plus quitté depuis les attentats de 2015.

Qu'un pass soit nécessaire pour quitter le territoire national renvoie à la nécessité d'une politique de santé cohérente en Europe et au plan international plutôt que d'encourager la course aux profits pour les industries pharmaceutiques.

Enfin, nous serons particulièrement vigilants à cette sortie de l'état d'urgence et du pass. Elle ne doit pas se traduire, une nouvelle fois, par l'intégration de mesures d'exceptions dans le droit commun comme, par exemple, les nombreuses dérogations au droit du travail ou les réformes et restructurations que subit le monde du travail pendant cette crise sanitaire.